



Rapport 2016 de la Commission européenne sur le Luxembourg & Présentation des priorités en vue de l'élaboration du PNR 2016

2^{ème} réunion du dialogue social régulier
Chambre de commerce, 23 mars 2016





1. Rapport 2016 sur le Luxembourg
2. Les prochaines étapes



- La Commission européenne a publié fin février 2016 ses nouveaux rapports analytiques par pays.
- Après la publication fin 2015 de l'Examen annuel de la croissance fixant les priorités du semestre européen au niveau européen, ces rapports nationaux déplacent maintenant l'attention plus vers la dimension nationale.
- Ces rapports servent de base au dialogue au niveau communautaire entre la Commission et les États membres, et au niveau national entre les gouvernements et les différentes parties prenantes impliquées.



- Selon la Commission, la **situation est relativement favorable au Luxembourg** dans une comparaison européenne:
 - Croissance du PIB: +4,7% (2015) , +3,8% (p, 2016), +4,4% (p, 2017)
 - Croissance de l'emploi: +2,6% (2015), +2,7% (2016)
 - Taux de chômage: 6,1% (2015), 6,0% (p, 2016-2017)
 - Balance courante excédentaire: +4,8% du PIB (2015)

- L'analyse de la Commission dans le cadre de la PDM/MIP « *met en évidence une **amélioration progressive** de l'environnement économique et des **risques réduits*** » pour le Luxembourg.

- Pour les **finances publiques**, dans le **court et moyen terme**, les **risques** en terme de viabilité budgétaire sont **faibles** au Luxembourg.



Winter Package - European Semester 2016

Macroeconomic imbalances and government deficits

Countries in Excessive Deficit Procedure
(corrective arm)

Countries not in Excessive Deficit Procedure
(preventive arm)

No in-depth review



No imbalances



Imbalances



Excessive imbalances



Excessive imbalances with
corrective action

No country report
Macroeconomic imbalances are
addressed under a stability
support programme



€ = euro area

- La Commission européenne a dressé un tableau croisé des Etats membres dans le cadre du Pacte de stabilité (PSC) et de la procédure de suivi des déséquilibres macro-économiques (PDM/MIP).
- Globalement, le Luxembourg figure à ce stade, en mars 2016, parmi les meilleurs élèves dans l'UE.
- Le Luxembourg se trouve donc dans le **volet préventif** à la fois dans le PSC et dans la PDM/MIP, le pays n'étant à ce stade pas soumis à des déséquilibres macro-économiques.



- Le Luxembourg a des difficultés de renouer avec ses niveaux de **croissance économique d'avant-crise** (p.ex. +4,7% entre 2000-2007).
- La **croissance potentielle** s'est affaïssée et on observe une progression faible de la **productivité**.
- D'où l'importance d'un partenariat "Luxembourg 2020" en vue d'une croissance intelligente, durable et inclusive à **moyen et long terme!** (*"3ème révolution industrielle"*)



- Le Luxembourg a reçu **3 recommandations** par le Conseil pour 2015-2016 :
 1. *élargir l'**assiette fiscale**, en particulier sur la consommation, la taxation récurrente des biens immobiliers et la fiscalité environnementale ;*
 2. *combler l'écart entre l'âge légal et l'âge effectif de départ à la **retraite**, en limitant les départs anticipés et en liant l'âge légal de la retraite à l'évolution de l'espérance de vie ;*
 3. *réformer le système de **formation des salaires**, en concertation avec les partenaires sociaux et conformément aux pratiques nationales, afin que les salaires évoluent en fonction de la productivité, en particulier au niveau sectoriel ;*
- La Commission a dressé en février 2016 un état des lieux de la **mise en œuvre** de ces recommandations. Ce rapport constitue un élément-clé pour la **mise à jour des recommandations** proposée en mai 2016.
- Selon ce rapport 2016, le Luxembourg a **globalement** accompli des **progrès limités** dans la mise en œuvre de ses recommandations.



Aucun progrès n'a été réalisé pour l'élargissement de l'assiette fiscale sur la consommation, la taxation récurrente des biens immobiliers et la fiscalité environnementale.

Mesures prises par le gouvernement

- Hausse d'une manière générale des taux de **TVA** de 2pp à partir de 2015 (dont notamment sur les produits pétroliers).
- Taux de TVA de 17% **étendu aux boissons alcoolisées** servies dans les établissements de restauration et à tous les **investissements immobiliers** (sauf ceux effectués au titre d'une résidence principale).
- **Réforme fiscale** devant entrer en vigueur en 2017.



Des **progrès limités** ont été accomplis pour réduire les possibilités de retraite anticipée. Des **progrès limités** ont été accomplis pour combler l'écart entre l'âge légal et l'âge effectif de départ à la retraite, en limitant les départs anticipés, en dépit des mesures mises en œuvre et annoncées. **Aucun progrès** n'a eu lieu en ce qui concerne la mise en relation de l'âge légal de la retraite avec l'évolution de l'espérance de vie.

Mesures prises par le gouvernement

- Réforme du **système de pensions** (2013) et première évaluation d'impact à travers la mise en place d'un « Groupe des pensions » (2016).
- Réforme du régime du **reclassement professionnel** (2015).
- Projet de loi portant modification des régimes de **préretraite**.
- Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en matière de **politique d'âges**.
- etc.



Aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne la réforme du système de formation des salaires afin que l'évolution des salaires reflète celle de la productivité, en particulier à l'échelon sectoriel.

Mesures prises par le gouvernement

- **Engagement politique** concernant le système d'indexation automatique pour 2014-2018, tenant compte de l'évolution de la situation économique et des prix au Luxembourg .
- **Projet de recherche** en cours avec l'Université du Luxembourg concernant une analyse de l'impact des interactions sectorielles sur l'évolution des salaires .
- **Saisine du Conseil économique et social (CES)** pour une «Analyse de la productivité», base de la formation des salaires.



- Discussions en cours au niveau communautaire concernant la mise en place de « **Conseils nationaux de compétitivité** ».
- Proposition qui émane du rapport des 5 Présidents sur l'Union économique et monétaire (UEM), reprise par la Commission dans sa recommandation au Conseil sur la création de conseils nationaux de la compétitivité dans la **zone euro** (octobre 2015).
- Dans le cadre des discussions au niveau communautaire pour compléter l'UEM, le **Luxembourg s'est prononcé contre** la mise en place d'une telle nouvelle institution.
- Le gouvernement **assure le suivi des discussions en cours** au niveau communautaire.



- En ce qui concerne les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs nationaux du Luxembourg dans le cadre de la stratégie Europe 2020, la Commission européenne juge que:
 - le Luxembourg affiche de **bons résultats** en matière d'**emploi**, d'**efficacité énergétique**, de **décrochage scolaire** et de **l'enseignement supérieur** ;
 - des **efforts supplémentaires** sont nécessaires dans la **R&D**, la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**, les **énergies renouvelables** et le risque de **pauvreté**.



Plus particulièrement, le Luxembourg:

- devra faire des **efforts importants en matière de R&D**: les dépenses en R&D (1,24% du PIB) sont à ce stade inférieures à l'objectif national 2020 (2,3-2,6%).

Mesures prises par le gouvernement

- R&D publique: Infrastructures à Belval, réorganisation des centres de recherche publics, réforme du FNR, participation au programme Horizon 2020, etc.
- R&D privé: *National composites centre*, projet *High performance computing and big data enabled applications*, mise en oeuvre de la nouvelle loi relative à la promotion de la RDI, Institut national de la propriété intellectuelle, *ICT seed fund*, etc.



- **devrait atteindre** les objectifs nationaux en matière de **décrochage scolaire** (8,6%, contre 10,9% dans l'UE) et du nombre de diplômés de **l'enseignement supérieur** (50,5%, contre 38,5% dans l'UE).

Mesures prises par le gouvernement

- Création d'un observatoire du maintien scolaire, mise en place de guichets uniques régionaux, projet de loi sur l'orientation scolaire, diversification de l'offre scolaire (p.ex. filières francophones aux classes inférieures), nouvelles formations pour le personnel enseignant et socio-éducatif, etc.
- Révision de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures (2016/2017), hausse de l'offre de programmes publics et privés au Luxembourg, hausse des contributions financières pour l'Université du Luxembourg, etc.



- devra faire des **efforts importants en matière de changement climatique/énergie**: émissions de gazes à effet de serre en baisse, mais efforts à faire pour 2020 (-20%) ; part des énergies renouvelables en hausse (4,5%), mais efforts importants à faire pour 2020 (11%) ; efficacité énergétique en hausse depuis 2005.

Mesures prises par le gouvernement

- Stratégie de Mobilité Durable (transports en commun, mobilité douce, etc).
- Exigences pour la performance énergétique des bâtiments d'habitation.
- Mise en place d'une «banque pour le climat».
- Nouveaux modes de financement pour les bâtiments fonctionnels.
- « Pacte climat » avec les communes.
- Electro-mobilité.
- Systèmes intelligents de comptage.
- Etude « Troisième révolution industrielle ».



- se trouve sur la **bonne trajectoire en matière d'emploi** (taux d'emploi de 72,1%, contre 69,2% dans l'UE).

Mesures prises par le gouvernement

- Stages de professionnalisation.
- Contrat de réinsertion-emploi.
- Projet de loi portant réforme du congé parental.
- Projet de loi ayant pour objet la mise en œuvre de certaines dispositions du Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015-2018 prévoyant d'inscrire au Code du travail les dispositions générales relatives à l'égalité salariale entre hommes et femmes.
- Parcours personnalisé pour les demandeurs d'emploi (ADEM).
- Mise en place du JobBoard (ADEM).
- Programme « Entreprises, partenaires pour l'emploi ».
- etc.



- devra faire des **efforts importants** pour réduire les personnes en **risque de pauvreté ou d'exclusion** (19%, contre 24,5% dans l'UE).

Mesures prises par le gouvernement

- Offre de structures d'accueil socio-éducatif pour enfants.
- Activation dans le cadre du dispositif RMG.
- Garantie Jeunesse.
- Loi sur l'aide sociale.
- Stratégie contre le sans-abrisme.
- Fonds européen d'aide au plus démunis (FEAD).
- etc.



- **Fiscalité:** initiatives internationales en matière d'imposition des sociétés (BEPS, etc), existence d'une marge de manœuvre pour augmenter les recettes provenant de la TVA, faible taxation des carburants.
- **Viabilité des finances publiques à long terme:** les projections démographiques sont passées de 700.000 habitants à 1,1 millions d'habitants (2060). Un scénario qui se repose sur de telles projections démographiques implique des investissements publics (transport, éducation et santé) qui auront une incidence budgétaire non-négligeable.

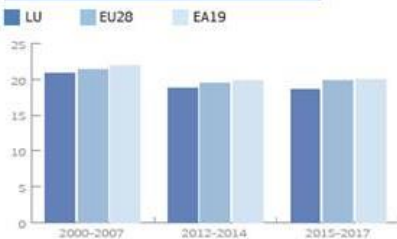


- **Dépendance du secteur financier & importance de la diversification:** des résultats tangibles sont obtenus dans certains secteurs au Luxembourg (p.ex. TIC), alors que dans d'autres, le bilan est moins avancé (p.ex. *Biotech*).
- **Hausse rapide et soutenue des prix immobiliers:** il existe un risque pour le pays de devenir peu attrayant comme lieu de résidence, réduisant sa capacité à attirer et à conserver une main-d'œuvre qualifiée.

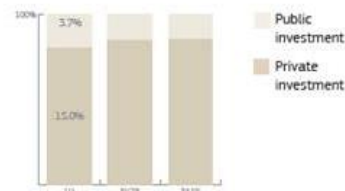


Challenges to Member States' Investment Environments LUXEMBOURG

Total investment (% GDP)¹



Share of public and private investment (2012-2014) (% GDP)²



PUBLIC ADMINISTRATION / BUSINESS ENVIRONMENT

- Regulatory barriers and administrative burden** • Regulatory burden, in particular for small start-ups may hinder investment. This includes the cost of starting a business (still more than 3 times the amount it takes in other EU Member States on average), the paid-in minimum capital (double the EU average), and the costs required to transfer property (also twice as much as it would cost on average in other EU Member States).
- Insolvency framework** • Costs for resolving insolvency remain about 50% higher than the EU average, which may cause the firms concerned to delay or reconsider investment decisions.

RESEARCH, DEVELOPMENT AND INNOVATION

- Cooperation between academia, research and business** • The lack of attractiveness of the R&D environment (including the disconnection between private sector R&D and the public research system) hampers investment in business R&D.

SECTOR SPECIFIC REGULATION

- Construction** • Supply and demand mismatches on housing market remain. There appears to be a limited response of supply to the surge in house prices.

¹Source: Ameco, autumn 2015 forecast. Simple average of yearly investment to GDP ratios

²idem. For EU28, private investment amounted to 16.5% of GDP, public investment 2.9%. For EA19, this was 17% and 2.8% respectively.

This document is a European Commission staff working document. It does not constitute the official position of the Commission, nor does it prejudice any such position. In particular, it does not prejudice the outcome of the European Semester.

- **Investissement:** la Commission a dressé dans le cadre du semestre européen 2016 pour chaque Etat membre un liste des principaux obstacles à l'investissement.
- Le rapport sur le Luxembourg constate notamment que l'investissement privé reste à la traîne.
- La Commission est d'avis que les charges administratives en vue de la création d'entreprise, les coûts liés à l'insolvabilité, l'environnement de la R&D et la réglementation dans le secteur immobilier constituent les principaux obstacles au niveau national.



1. Rapport 2016 sur le Luxembourg
2. Les prochaines étapes



Semestre « européen et national » 2016

novembre 2015 Publication de l'Examen annuel de la croissance 2016 par la COM

janvier 2016 1^{ère} réunion dialogue social au Luxembourg (sous l'égide du CES)

26 février 2016 Adoption des rapports par pays 2016 par la COM (+ examens approfondis PDM/MIP)

23 mars 2016 2^{ème} réunion dialogue social au Luxembourg (sous l'égide du CES)

26 avril 2016 Déclaration sur l'état de la nation par le Premier ministre

29 avril 2016 Adoption du PNR & PSC 2016 au Conseil de gouvernement (TBC)

mai 2016 Proposition de recommandations spécifiques par pays 2016-2017 par la COM

juin 2016 Conseil européen (approbation des nouvelles recommandations spécifiques par pays)

juin/juillet 2016 3^{ème} réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux

Mise en oeuvre

à.p.d. juillet 2016 Mise en oeuvre des recommandations par pays 2016-2017

(Date à définir) 4^{ème} réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux

15 octobre 2016 Soumission du Projet de plan budgétaire 2017 du Luxembourg à la COM

Lancement du semestre « européen » 2017

Novembre 2016 Publication de l'Examen annuel de la croissance 2017 par la COM



➤ Merci pour votre attention.